



## **Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur les principes généraux de calcul de la contribution versée au maître d'ouvrage des travaux de raccordement aux réseaux publics d'électricité et sur les prescriptions techniques de raccordement à ces réseaux**

### **Réponse du SIPPEREC**

#### **Préambule**

La consultation organisée par la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) concerne trois propositions d'évolutions aux dispositions réglementaires afin d'améliorer les conditions financières et techniques des raccordements aux réseaux d'électricité. Le CRE exprime, en effet, le souhait d'associer les acteurs de marché et les collectivités locales à sa réflexion.

Dans cet esprit, et en complément de sa contribution détaillée ci-après, le SIPPEREC souhaite attirer l'attention de la Commission sur la définition de la puissance de raccordement, dimensionnant les ouvrages de réseau à construire pour raccorder les futurs usagers.

Tout d'abord, il est à noter que la consommation nationale mais aussi des bâtiments présente une tendance stable, voire orientée à la baisse, depuis plusieurs années. A l'été 2015, la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte a fixé un objectif de réduction de la consommation d'énergie finale de la France de 20% à l'horizon 2030 et 50% à l'horizon 2050. Cet objectif de sobriété énergétique devra se décliner à tous les niveaux de la chaîne énergétique.

Afin d'alimenter la réflexion sur l'évolution de la consommation d'énergie des nouveaux bâtiments, le Syndicat souhaite interroger la Commission de Régulation de l'Energie à propos des résultats de l'étude relative à la consommation d'électricité des bâtiments répondant à la RT-2012 demandée au gestionnaire de réseau Enedis par la délibération approuvant le barème de raccordement V4 du 8 juillet 2015.

Plus généralement, pour l'atteinte de cet objectif de sobriété énergétique, le rôle des gestionnaires de réseau est important. Lors des raccordements notamment, les GRD sont au

contact des futurs usagers et peuvent agir au plus tôt afin de rationaliser les demandes de puissance et amener à un dimensionnement rationnel et économe du réseau. A cet égard, le SIPPEREC approuve le projet de la Commission d'introduire la possibilité d'une opération de raccordement alternative ou « intelligente » permettant de valoriser les capacités d'effacement ou d'autoconsommation de certains usagers du réseau.

Cependant, en mars 2017, la norme NF C14-100 a vu sa rédaction modifiée. Plus particulièrement, l'article 5.5.3.1 de la norme a été complété par l'alinéa suivant :

*« il revient au maître d'ouvrage de la construction de prendre en compte une éventuelle puissance supplémentaire en vue d'une extension ou d'une modification de ces locaux [...] ».*

Le SIPPEREC observe déjà les conséquences de l'application de ces dispositions sur le terrain : les promoteurs, craignant un possible sous-dimensionnement de la puissance de raccordement demandée dont ils seraient redevables, appliquent des coefficients de sécurité<sup>1</sup> pour le dimensionnement de leur besoins électriques.

Parallèlement, les gestionnaires de réseau considèrent que l'article 1 (i) de l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n° 2000-108 du 10 février 2000 relative à la modernisation et au développement du service public de l'électricité (article 2 (i) dans le projet d'arrêté) leur imposent de retenir ce dimensionnement des besoins comme la puissance de raccordement, sans analyse critique ou conseil technique apporté. Ainsi, le réseau construit pour desservir les futurs usagers s'en trouve d'autant surdimensionné.

Le SIPPEREC propose donc, à l'occasion des évolutions réglementaires envisagées par la Commission, de réaffirmer et préciser le rôle de conseil des gestionnaires de réseau à l'égard des usagers, notamment en leur apportant un regard critique sur le dimensionnement de leurs besoins.

Ce conseil aurait un impact bien évidemment écologique mais aussi économique, tant pour le gestionnaire de réseau, le demandeur du raccordement, l'aménageur ou encore pour la collectivité en charge de l'urbanisme. Le SIPPEREC propose donc ci-après une modification de l'article 2 (i) du projet d'arrêté.

*« Pour l'application du présent arrêté, une opération de raccordement est un ensemble d'études et de travaux de raccordement sur le réseau public de distribution et, le cas échéant, sur les réseaux publics d'électricité auxquels ce dernier est interconnecté, réalisés dans les conditions suivantes :*

*(i) permettant l'évacuation et/ou l'alimentation en énergie électrique des installations du demandeur à la puissance de raccordement **demandée nécessaire et suffisante**;*

---

<sup>1</sup> Un coefficient de +20% a pu être observé de manière récurrente. Ainsi, une fois les besoins électriques en application de la C 14-100 calculés, après avoir tenu compte du coefficient de foisonnement, le résultat obtenu est majoré de 20%, sans aucune justification technique.

(ii) [...]

(iii) [...]

**La puissance nécessaire et suffisante est définie par le gestionnaire de réseau en fonction des usages décrits dans le projet.**

*L'opération de raccordement de référence représente l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement énumérés aux articles D. 342-1 et D. 342-2 du code de l'énergie, calculés à partir du barème mentionné à l'article 4. »<sup>2</sup>*

**1. Consultation relative au projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-8 du code de l'énergie**

Le SIPPEREC propose d'indiquer ci-après, pour chaque article du projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, soumis à la consultation, ses éventuels commentaires, en complément des réponses aux questions posées par la Commission dans le document de consultation.

➤ **Article 1 :** cet article n'appelle pas de commentaire de la part du SIPPEREC

➤ **Article 2 :**

**Question 1 :** *Quelle est votre position sur l'indication de l'emplacement du coupe-circuit principal individuel (CCPI) dans la définition de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionné dans l'exposé des motifs de l'article 2 du projet d'arrêté ?*

Cet article correspond à l'article 1er de l'arrêté du 28 août 2007, dont il reprend la formulation pour définir l'opération de raccordement de référence (ORR).

Cependant, dans l'exposé des motifs relatif à l'article 2 du projet d'arrêté, la Commission de Régulation (CRE) envisage de compléter cet article en introduisant des dispositions relatives aux conséquences de la position du coupe-circuit principal individuel (CCPI) pour la définition de la solution de raccordement de référence. Ainsi, deux rédactions sont présentées par la CRE :

**1. Une première rédaction retenant la position du CCPI pour définir l'ORR :**

**« Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 relative aux Installations de branchement à basse tension est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, l'opération de raccordement de référence prend en compte son emplacement. »**

<sup>2</sup> Compte tenu du fait que le SIPPEREC propose plusieurs modifications de l'article 2 de l'arrêté, ce dernier est remis intégralement en annexe 1 de la présente consultation.

## **2. Une seconde rédaction ne retenant pas la position du CCPI pour définir l'ORR :**

« Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 relative aux Installations de branchement à basse tension est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, l'opération de raccordement de référence n'est pas contrainte par son emplacement. »

La prise en compte de l'emplacement du CCPI pour définir l'opération de raccordement de référence est une demande récurrente des Gestionnaires de Réseaux de Distribution (GRD). Le GRD ENEDIS notamment avait ainsi demandé à introduire ce point dans une des versions du barème V4 soumise à la CRE : cette demande n'avait finalement pas été acceptée.

Depuis la mise en œuvre des dispositions réglementaires relatives au financement des raccordements au 1<sup>er</sup> janvier 2009, la position du point de raccordement retenue pour la solution de raccordement de référence est définie comme le point de la parcelle le plus proche du réseau électrique existant, ce qui correspond à l'obligation de desserte électrique de la parcelle.

Afin de constituer la solution nécessaire et suffisante, l'opération de référence doit permettre d'amener l'énergie électrique sur la parcelle au point le plus proche du réseau, sans pour autant répondre aux souhaits esthétiques ou pratiques liés au projet du demandeur ou aux autres problématiques (besoin de renouvellement, d'évolution du schéma d'exploitation) du réseau que pourraient soulever le concessionnaire gestionnaire du réseau de distribution.

Si le demandeur souhaite positionner le point de livraison physique de l'électricité à un autre endroit que le point de sa parcelle le plus proche du réseau, jugeant ce lieu plus adapté au regard de son projet, il s'agit alors d'une demande de réalisation d'une opération de raccordement différente de l'opération de référence.

Ainsi, la proposition de rédaction n°1, retenant la position du CCPI pour définir l'ORR, induit les deux conséquences suivantes, qu'il convient selon le SIPPEREC d'éviter:

- La collectivité en charge de l'urbanisme (CCU) devra supporter une charge financière en conséquence d'une décision qu'elle n'a pas prise : lorsque la CCU autorise l'autorisation d'urbanisme, elle n'a pas la possibilité d'imposer le lieu de livraison de l'électricité sur la parcelle.
- Les usagers ne sont pas placés sur un pied d'égalité : selon que le CCPI sera indiqué ou pas sur le plan (ce n'est pas une obligation du dossier administratif de demande d'autorisation d'urbanisme), le demandeur devra régler ou pas la part des travaux relative à l'amenée de l'énergie entre le point de la parcelle le plus proche du réseau et la position du CCPI qu'il choisit.

**Le SIPPEREC considère que seule la seconde rédaction, ne retenant pas la position du CCPI pour définir l'ORR, est à retenir.**

**Le SIPPEREC est très favorable à ce que la rédaction n°2 proposée par la CRE soit effectivement introduite dans l'article 2 du futur arrêté fixant les principes généraux de**

calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, dans un souci de transparence et de clarté.

Le SIPPEREC souhaite que l'article 2 soit complété par l'alinéa suivant :

**Lorsque le CCPI ou le CCPC définis à l'article 3.4 de la norme NF C 14-100 relative aux Installations de branchement à basse tension est indiqué sur le plan de masse de la demande de permis de construire, l'opération de raccordement de référence n'est pas contrainte par son emplacement.**

**NB :** voir également la réponse ci-après à la question 6 de la consultation, pour une proposition de modification de la rédaction du dernier alinéa de l'article 2 du projet d'arrêté.

➤ **Article 3 :**

**Question 2 : Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?**

L'article 3 définit trois définitions d'opération de raccordement alternative qualifiée d'« intelligente » dont l'objet est, pour les deux premières définitions, d'inciter les usagers à moduler leur puissance de raccordement et/ou leur mode de consommation. Il s'agit des opérations définies comme suit:

- « à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ;
- ou à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes ; »

Cette option alternative, définie par les 2 définitions rappelées ci-dessus, permet de sensibiliser les usagers du réseau sur leur choix de puissance de raccordement et replace le GRD au cœur de sa mission de conseil sur la définition des besoins. Le SIPPEREC approuve cette souplesse apportée aux solutions de raccordement.

Toutefois, afin de permettre à ces dispositions de revêtir toute leur portée, les ajustements suivants sont à intégrer de l'avis du SIPPEREC :

- **la mise en œuvre de l'étude alternative ne peut pas être sous la seule demande de l'utilisateur.** Ce dernier, s'il est mal informé, pourrait ne pas solliciter la mesure. Les autres débiteurs possibles de la contribution, c'est-à-dire la Collectivité en Charge de l'Urbanisme (CCU), l'aménageur ou le promoteur doivent pouvoir solliciter l'étude, la mise en œuvre effective des résultats de la solution alternative restant sous réserve de l'accord de l'utilisateur.

- **De même, la définition des catégories d'utilisateurs est à préciser dans l'arrêté, pour une plus grande transparence** : le référentiel technique n'est pas aisément accessible sur le site du GRD (nombreuses notes à la codification complexe pour un non-averti) et ses évolutions ne font pas l'objet d'une information publique ni de justification. Une définition dans le barème de raccordement permettra une meilleure transparence et une concertation entre les acteurs sur cette définition.
- **La communication des résultats de l'étude, des données d'entrée et de tout élément concourant à sa bonne compréhension est indispensable** à la transparence de la mise en œuvre de cette disposition.
- **La rédaction doit explicitement indiquer que cette étude est intégralement couverte par le TURPE**, puisqu'elle contribue à orienter les usagers vers une consommation plus raisonnable.

Enfin, la troisième définition d'opération de raccordement « intelligente » proposée par le projet d'arrêté appelle plusieurs remarques de la part du SIPPEREC.

Il s'agit plus précisément d'une solution de raccordement « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement ». Le concessionnaire gestionnaire du réseau étant maître d'ouvrage des travaux de raccordement, il est seul à définir les délais de raccordement, selon une organisation qui lui est propre et qui induit la disponibilité du matériel qu'il acquiert ou stocke, celle de ses équipes et des entreprises de travaux intervenant pour son compte.

La disposition proposée ici permet ainsi au gestionnaire du réseau de proposer une solution de raccordement différente de l'ORR et nécessitant un délai inférieur pour amener la même quantité d'énergie au demandeur. Si cette opération n'est pas l'ORR, on en déduit aisément qu'elle est plus onéreuse. L'utilisateur acceptant cette solution devra supporter l'intégralité du surcoût.

Cette disposition permet donc au GRD, en modulant les délais de travaux qu'il définit seul, de faire supporter une partie du coût du raccordement au seul demandeur.

Cette disposition n'apporte par ailleurs aucun intérêt au regard de la transition énergétique, puisqu'elle n'influe pas sur la puissance appelée ou le mode de consommation.

L'utilisateur devra, compte tenu de la 3<sup>e</sup> définition de l'ORI :

- soit accepter un délai de travaux pour son raccordement, que le concessionnaire n'aura pas intérêt à réduire ;
- soit régler un surcoût au concessionnaire GRD, pour un délai réduit.

Depuis 2009, la qualité des prestations relatives aux raccordements au réseau d'ERDF puis Enedis, qu'il s'agisse des délais pour obtenir des devis comme de ceux relatifs à la réalisation des travaux de raccordement, s'est nettement dégradée et fait l'objet de vives critiques.

Ainsi, le SIPPEREC a pu constater que le délai moyen de réalisation des travaux pour branchements simples (consommateurs) a fortement augmenté depuis 2004 et reste anormalement élevé sur le territoire de la concession:

délai moyen de réalisation des travaux pour branchements simples	2004	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	15 jours	45 jours	49 jours	48 jours	51 jours	74 jours	57 jours	55 jours

Le SIPPEREC considère que la disposition envisagée permet au GRD de faire supporter un coût aux usagers pour une nette dégradation du délai de réalisation des prestations depuis le milieu des années 2000, que le concessionnaire n'a pas réussi à améliorer depuis plus de 7 ans à présent.

Le Syndicat est donc fortement défavorable à cette 3<sup>e</sup> définition proposée pour l'opération de raccordement intelligente.

Le SIPPEREC propose ci-après une rédaction alternative à l'article 3 du projet d'arrêté :  
« Une opération de raccordement intelligente est une opération dont les caractéristiques diffèrent de l'opération de raccordement de référence. »

Par dérogation à l'article 2, les gestionnaires de réseaux publics de distribution réalisent ~~peuvent~~, sur demande de l'utilisateur, ou du redevable de la contribution due pour les travaux d'extension, après proposition de l'opération de raccordement de référence ~~et sous réserve des résultats de~~ une étude préalable de raccordement, proposant une opération de raccordement intelligente :

- à une puissance de raccordement inférieure à la puissance de raccordement demandée tout en permettant des injections ou des soutirages complémentaires sur certaines périodes ;
- ou à une puissance de raccordement égale à la puissance de raccordement demandée tout en limitant les injections et soutirages sur certaines périodes ;
- ~~ou à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement.~~

Les éventuelles limitations sont contractualisées dans la convention de raccordement conclue entre le gestionnaire de réseaux et le demandeur du raccordement.

Les coûts de réalisation de l'opération de raccordement intelligente sont calculés à partir du barème de raccordement mentionné à l'article 4. Les coûts de l'étude préalable sont couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

~~Les résultats de l'étude, les données d'entrée et tout élément concourant à sa bonne compréhension sont adressés à l'utilisateur et à tout autre demandeur de l'étude préalable.~~



**Les catégories d'utilisateurs pouvant bénéficier d'une opération de raccordement intelligente, ainsi que les modalités de mise en œuvre et les caractéristiques techniques sont définies au sein de la documentation technique de référence du barème de raccordement défini par de chaque gestionnaire de réseaux publics de distribution. »**

➤ **Article 4 :**

Si la rédaction de cet article reprend l'essentiel de la rédaction de l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007, elle introduit des points nécessitant, pour certains, d'être éclaircis :

- Un flou est introduit dans la différenciation géographique des coûts de raccordement : La proposition de la CRE prévoit que les prix unitaires prévus au barème pourraient dépendre non plus uniquement de « zones d'aire urbaine au sens de l'INSEE » mais de « densité de la zone géographique ».

Sans plus de précision, cette formulation laisse toute latitude au GRD pour établir des coûts différenciés par des critères propres à ses contraintes d'exploitation (charges de personnel par exemple) et non uniquement par les différences de coûts de travaux de raccordement (densité d'occupation du sous-sol, urbanisation). Compte tenu que les coûts unitaires s'appliquent pour des travaux de raccordements « simples » et récurrents, la différenciation par zone urbaine au sens de l'INSEE reflète correctement les différents niveaux de difficulté pour la réalisation des travaux de raccordement et il n'y a pas lieu d'intégrer dans la différenciation des prix unitaires d'autres contraintes du gestionnaire de réseau pour la réalisation des travaux de raccordement. Par ailleurs, par une formulation trop floue, les charges à compenser par les coûts unitaires retenus par le gestionnaire de réseau de son barème seront incontrôlables, induisant ainsi un déficit de transparence et un risque de traitement inéquitable entre les usagers.

**Le SIPPEREC propose la rédaction suivante pour le second alinéa :**

**« Les gestionnaires de réseaux publics de distribution peuvent proposer des prix unitaires différents selon les zones d'aire urbaine au sens de l'Institut national de la statistique et des études économiques ou la densité de la zone géographique, correspondant à l'emprise du raccordement. Les différentes zones sont précisées dans le barème de raccordement »**

- La définition des formules agrégées du barème n'apparaît plus : La phrase « Le barème décrit et justifie les formules d'agrégation des différents coûts unitaires » présente à l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007 a disparu. Or, cette phrase permettait d'attendre des gestionnaires de réseau une plus grande transparence dans l'élaboration des formules agrégées retenues dans le barème et ainsi d'obtenir une meilleure garantie de l'adéquation des coûts et des prix facturés. La phrase « Le barème décrit et justifie les formules d'agrégation des différents coûts unitaires » est à reprendre in extenso.



**Le SIPPEREC propose d'introduire le paragraphe suivant après le second alinéa :**  
**« Le barème décrit et justifie les formules d'agrégation des différents coûts unitaires »**

- Un déficit de transparence sur les coûts unitaires est maintenu : ENEDIS facture pour une large part sur devis, assis sur un canevas technique qui n'est pas partagé avec l'utilisateur ni avec les autres redevables de la contribution due au titre du raccordement. A titre d'exemple, sur le territoire du SIPPEREC, les contributions appelées auprès des communes sont facturées sur devis dans 80% des cas. Les coûts unitaires retenus dans le canevas technique ne sont pas identiques d'un territoire à l'autre ou d'une opération à l'autre : les raisons de ces différences ne sont pas explicitées. Il est utile et nécessaire dans un souci de transparence indispensable, compte tenu du monopole du GRD, de préciser que le bordereau utilisé pour les devis soit publié.

Il est regrettable d'imposer aux collectivités et aux utilisateurs, auprès desquels le GRD appelle une contribution établie sur devis, de régler celle-ci sans mise en concurrence ni transparence concernant les prix unitaires retenus dans ces devis.

La justification invoquée en outre par le GRD ENEDIS pour protéger le secret de ses coûts unitaires ne peut être acceptée ni comprise : en situation d'acheteur principal sur 95% du territoire national, ENEDIS a tout moyen et toute latitude pour se placer dans une situation très avantageuse de négociation avec ses fournisseurs.

- Une définition du « devis suffisamment détaillé » à compléter : la rédaction proposée évoque la possibilité « d'apprécier les propositions de prix ». Or, aucune appréciation n'est possible dans la mesure où le GRD exerce cette activité en monopole. Il convient d'indiquer que le devis doit être suffisamment explicite pour en permettre le contrôle.

**Le SIPPEREC propose la rédaction suivante pour le sixième alinéa :**

**« Pour l'ensemble du présent arrêté, les termes « un devis suffisamment détaillé » s'entendent par un devis comportant toutes les indications en permettant le contrôle et la vérification d'apprécier les propositions de prix et notamment le détail des quantités et prix unitaires de l'opération de raccordement. Le bordereau de prix unitaires utilisé pour établir ces devis est publié par le gestionnaire de réseaux. »**

#### ➤ **Article 5 :**

La consultation organisée en vue de l'établissement du barème de raccordement doit également inclure toutes les autorités organisatrices directement parties prenantes aux contrats de concession. En effet :

- le raccordement au réseau de distribution publique est une des activités concédées par chaque contrat de concession de distribution électrique
- le barème est un des volets de la rémunération du concessionnaire
- l'équilibre économique de la mission concédée et donc la situation économique de la concession est directement impactée par le barème de raccordement et ses évolutions.

Pour ces raisons, le SIPPEREC demande à ce que la consultation en vue de l'établissement du barème de raccordement pour les GRD desservant plus de 100 000 clients soit ouverte à toutes les autorités organisatrices du service public de la distribution électrique dont ce GRD est concessionnaire.

Pour les GRD desservant moins de 100 000 clients, les autorités organisatrices concernées doivent pouvoir aussi contribuer à la consultation, et pas seulement être informées.

➤ **Article 6 :**

Cet article définit notamment les éléments constitutifs du dossier en vue de l'approbation du barème y compris la publication des éléments de justification préalablement à l'entrée en vigueur.

Le SIPPEREC demande que la communication des bordereaux de prix soit ajoutée à la rédaction proposée pour les GRD desservant plus de 100 000 clients. En effet, celle-ci n'est prévue que pour les GRD desservant moins de 100 000 clients.

➤ **Article 7 :** cet article n'appelle pas de commentaire de la part du SIPPEREC

➤ **Article 8 :**

**Question 3 :** Êtes-vous favorable à la modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement, mentionnés à l'article 8 du projet d'arrêté ?

La réduction du délai d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement contraindrait le délai d'analyse des impacts de ce barème pour les collectivités en charge de l'urbanisme, lesquelles doivent pourtant instruire les demandes d'autorisation d'urbanisme (incluant le volet électrique) dans un délai maximal de trois mois.

La réduction de délai proposée, en-dessous du délai de trois mois aujourd'hui prévu, n'est donc pas compatible avec les obligations de ces collectivités et la transparence des règles d'instruction des autorisations d'urbanisme qui requièrent d'être stabilisées dans ce délai d'instruction.

**Le SIPPEREC demande donc de supprimer cette proposition de modulation des délais d'entrée en vigueur des barèmes de raccordement.**

➤ **Article 9 :**

La rédaction projetée par la CRE reprend le libellé de l'article 3 de l'arrêté du 28 août 2007 en introduisant les modifications suivantes :

- La CRE dissocie le volet technique du volet financier du bilan, le 1er étant établi annuellement et lors de chaque révision de barème, le second sur demande de la CRE.

Or, les seuls éléments techniques ne permettent notamment pas de s'assurer de la correcte application des dispositions relatives au financement des raccordements. La décorrélation entre les deux bilans va induire que leur exploitation sera réduite et même inefficace : les coûts sont justifiés par les éléments techniques, et l'évolution des éléments techniques peut induire une évolution de la prise en compte des coûts.

A cet égard, il est surprenant que la CRE affirme dans son exposé des motifs : « Le bilan financier n'est pas forcément nécessaire à la justification d'un projet de barème de raccordement. Sa transmission n'est pas systématique : elle est faite sur demande de la CRE. ». Il est ainsi permis de s'interroger sur l'étude menée par la Commission pour valider un barème, dont l'objet est de préciser les montants facturés lors de raccordement, sans disposer de bilan financier du précédent barème.

De même, les éléments sur lesquels la Commission s'appuie pour donner son aval à des augmentations des montants que doivent supporter les usagers et les Collectivités en charge de l'urbanisme lors de raccordement sont à préciser, en l'absence de bilan financier présenté par le GRD.

**Le SIPPEREC considère comme impératif de maintenir l'établissement annuel systématique d'un bilan technique et financier. La présentation de ce bilan sur ces deux volets, lors de la révision du barème, est incontestablement indispensable.**

**Le SIPPEREC propose la suppression du 3° alinéa de l'article 9 du projet d'arrêté soumis à consultation et la rédaction suivante pour le 1<sup>er</sup> alinéa :**

**« Les gestionnaires de réseaux publics de distribution notifient à la Commission de régulation de l'énergie un bilan technique et financier des opérations de raccordement réalisées sous leur maîtrise d'ouvrage, lorsqu'ils soumettent pour approbation à la Commission de régulation de l'énergie une révision de leur barème de raccordement ou un nouveau barème et, a minima, chaque année à compter de la date d'entrée en vigueur de leur barème de raccordement. Ce bilan des opérations de raccordement comprend :**

- **la description technique synthétique des raccordements réalisés annuellement depuis la transmission du dernier bilan en application du présent article. Cette description présente par catégorie de puissance, le nombre, la nature et la longueur moyenne des raccordements par domaine de tension et par type de zone géographique concerné.**
- **Un bilan financier, comprenant les éléments permettant de vérifier la bonne adéquation entre les prix facturés des raccordements, résultant de la mise en œuvre des barèmes de raccordement, et les coûts des ouvrages réalisés dans le périmètre de facturation des demandeurs »**
- **La communication de ce bilan doit être ouverte aux AODE en formulant la demande : la**

localisation des opérations permet aisément d'extraire la part du bilan relative à chaque AODE.

Le SIPPEREC propose la rédaction suivante pour la 1<sup>ère</sup> phrase du second alinéa de l'article 9 du projet d'arrêté :

**« Ce bilan est également adressé au ministre chargé de l'énergie, aux organisations représentatives des autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité compétentes ainsi qu'à chaque autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité qui en fera la demande pour le territoire la concernant dans un délai d'un mois à compter de la formulation de cette demande. »**

- Le contenu du bilan, notamment le lien avec le SI des opérations de raccordement, est à préciser : pour plus de transparence, il est souhaitable de l'indiquer dans l'arrêté. Il serait dommageable que le GRD développe un SI qui ne permette pas d'établir de bilan.

Le SIPPEREC propose la rédaction suivante pour 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 9 du projet d'arrêté :

**« Afin d'établir ces bilans, les gestionnaires de réseaux publics de distribution utilisent, enrichissent et maintiennent à jour un système d'information archivant pour chaque opération de raccordement, notamment le domaine de tension de raccordement, le n° de dossier, le ou les numéro(s) de devis, la puissance de raccordement, la nature des travaux de branchement et d'extension, et les éléments permettant de vérifier pour l'ensemble du barème l'adéquation entre le prix facturé du raccordement et les coûts des ouvrages réalisés dans le périmètre de facturation du demandeur, dont le montant des contributions perçues et le coût détaillé des travaux réalisés, ainsi que leur éventuelle ventilation entre : travaux liés au raccordement demandé, travaux d'amélioration réalisés sur opportunité par le concessionnaire et travaux réalisés à la demande spécifique du client.**

**La liste exhaustive des opérations de raccordement réalisées sur son territoire pendant l'année, complétée des informations listées ci-avant, est remise par le concessionnaire à chaque autorité concédante, sur sa demande.»**

➤ **Article 10 :**

**Question 4 :** Que pensez-vous de la possibilité, laissée à certains gestionnaires de réseaux de distribution desservant moins de cent mille clients, de sortir des formules de coûts simplifiées tout en le justifiant, mentionnée à l'article 10 du projet d'arrêté ?

Cet article n'appelle pas de commentaire de la part du SIPPEREC

➤ **Article 11 :**

Cet article reprend les termes de l'article 5 de l'arrêté du 28 août 2007. Le SIPPEREC approuve le souci de transparence qui incite la CRE à insérer une obligation de communication du détail des coûts de l'opération de référence et de l'opération de raccordement intelligente. Il est cependant nécessaire que cette communication vise l'ensemble des contributeurs à l'opération de raccordement concernée.

**Le SIPPEREC propose de modifier dans le dernier alinéa de l'article 11 le terme « demandeur d'un raccordement » par « contributeurs à un raccordement ».**

➤ **Article 12 :**

***Question 5 : Quelle est votre position sur les exceptions temporaires sur devis, limitées à deux ans, qui sont l'objet de l'article 12 du projet d'arrêté ?***

Le SIPPEREC approuve l'introduction d'une disposition réglementaire limitant dans le temps la facturation de travaux induits par de nouvelles dispositions réglementaires non encore prises en compte dans le barème du gestionnaire de réseau.

**Le SIPPEREC considère que cette facturation supplémentaire est problématique dans la mesure où seule une analyse fine permet de s'assurer que seules les actions supplémentaires sont facturées et que les actions précédemment réalisées et qui ne le sont plus du fait de l'évolution de la réglementation sont déduites.**

Comme le souligne la CRE, la transparence exige que ces coûts soient contrôlables et vérifiables et que les éventuels prix unitaires soient publiés.

**Le SIPPEREC propose de compléter comme suit le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 12 proposé :**

**« Les éventuels coûts supplémentaires relatifs aux travaux de raccordement résultant de nouvelles dispositions législatives ou réglementaires peuvent être déterminés à partir d'un devis suffisamment détaillé du gestionnaire de réseau pour en permettre le contrôle et la vérification. Le bordereau de prix unitaires utilisé pour établir ces devis est publié par le GRD. »**

- **Articles 13, 14 et 15 7:** ces articles n'appellent pas de commentaire de la part du SIPPEREC

## 2. – Consultation relative au projet d'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité, mentionnée aux articles L. 342-6 et L. 342-7 du code de l'énergie

### ➤ Article 1 :

Cet article ne précise pas ce qu'il en est de la facturation de travaux réalisés sur le réseau public de transport lors d'opérations de raccordement d'un usager au réseau public de distribution.

**Le SIPPEREC demande que ces travaux soient explicitement visés dans l'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de transport d'électricité. Le SIPPEREC demande à ce que le montant de la contribution due au GRT soit détaillé et communiqué par le GRT au contributeur auprès duquel il sera appelé.**

### ➤ Article 2 :

***Question 6 :*** *Que pensez-vous des définitions de l'opération de raccordement et de l'opération de raccordement de référence (ORR), mentionnées à l'article 2 du projet d'arrêté ? Êtes-vous notamment favorable à définir l'ORR de la même façon que l'arrêté relatif au raccordement sur les réseaux publics de distribution le fait, à savoir comme étant l'opération de raccordement qui minimise la somme des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur (périmètre de l'extension), et non pas celle qui minimise la somme des coûts globaux de raccordement (périmètre de l'extension et du renforcement) ?*

Le SIPPEREC partage la définition que rappelle la CRE de l'Opération de Raccordement de Référence (ORR) applicable aux opérations de raccordement aux réseaux publics de distribution d'électricité, et que la CRE propose de reprendre pour les opérations de raccordement au réseau public de transport d'électricité. A savoir que l'ORR s'entend de l'estimation des coûts de réalisation des ouvrages de raccordement entrant dans le périmètre de facturation du demandeur, soit donc des ouvrages de branchement et d'extension inclus dans les barèmes de raccordement, à l'exclusion de tous travaux de renforcement tels que définis à l'article L. 342-11, 1°, du Code de l'énergie.

➤ **Article 3 :**

- **Question 7 :** *Que pensez-vous de l'opération de raccordement intelligente (ORI), qui est l'objet de l'article 3 du projet d'arrêté ?*

Comme pour le projet d'arrêté relatif au raccordement au réseau de distribution, la CRE propose d'introduire la définition de l'opération de raccordement intelligente.

Comme pour le réseau de distribution, la définition d'une ORI qui permet d'acheminer la puissance demandée, sans modulation, mais avec un délai plus bref, est source de surcoût non justifié pour les usagers, de l'avis du SIPPEREC.

Ces éléments sont développés dans la réponse à la question 2.

**Ainsi, comme pour le réseau de distribution, le SIPPEREC demande que la définition de l'ORI comme l'opération « à la puissance de raccordement demandée tout en permettant de réduire les délais de raccordement » soit supprimée.**

➤ **Article 4 à 8 :**

- **Question 8 :** *Êtes-vous favorable à l'encadrement des méthodes de calcul proposé par la CRE, notamment les articles 4 à 8 du projet d'arrêté ?*

Les méthodes de calcul de la contribution due lors de raccordement au réseau de transport n'ont pas fait l'objet de textes les encadrant, comme l'indique la CRE dans le document soumis à la consultation (&1.2).

Le SIPPEREC n'a pas de remarque particulière.

- **Article 9 :** le SIPPEREC relève avec intérêt que s'agissant du bilan des opérations de raccordement au réseau de transport, la CRE demande la communication d'un bilan incluant un volet technique ainsi que d'un volet financier.
- La production de ces deux volets est en effet indispensable, comme évoqué plus haut par le SIPPEREC, pour porter un avis sur les méthodes de calcul de la contribution appelée lors de raccordement.



### 3. – Consultation relative au projet d'arrêté relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement à un réseau public de distribution d'électricité en basse tension ou en moyenne tension d'une installation de production ou de consommation d'énergie électrique

#### ➤ Article 1 (concernant l'article 9):

**Question 9 :** Êtes-vous favorable aux propositions de la CRE sur la modification des prescriptions techniques de raccordement ?

La CRE propose de modifier l'article 9 de l'arrêté existant pour proposer que les producteurs d'électricité puissent absorber de la puissance réactive.

Le SIPPEREC est favorable à de telles dispositions. En effet, les onduleurs récents intègrent cette possibilité, sous réserve qu'elle soit activée.

Le Syndicat propose que ces dispositions soient cadrées selon les critères suivants :

- Si l'opération de raccordement « intelligente » est pertinente, le gestionnaire de réseau doit proposer au producteur une opération de raccordement « intelligente » intégrant la production de puissance réactive, ce dernier ayant le choix entre l'opération de référence et l'opération intelligente ;
- Il est nécessaire que la production d'énergie réactive soit réglée au niveau de l'onduleur, et non via un système centralisé qui nécessite l'installation de système de communication, coûteux et complexe à mettre en place notamment sur les installations de petite taille.

L'arrêté pourrait donc être modifié ainsi :

**« Art. 9. – Les installations de production raccordées en basse tension peuvent participer au réglage de la tension par l'absorption de puissance réactive.**

**« En sus de la solution de raccordement de référence, qui ne prévoit aucune absorption de puissance réactive, les propositions des gestionnaires de réseaux publics de distribution ~~peuvent~~doivent, si elle est pertinente, comporter une solution de raccordement intelligente, comprenant une obligation contractuelle d'absorption de la puissance réactive. Le producteur a le choix entre les deux opérations. »**

#### ➤ Article 5 (concernant l'article 22) :

La CRE propose de modifier l'article 22 de l'arrêté du 23 avril 2008 pour donner une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires de réseaux concernant les prescriptions techniques des installations de production.

Spécifiquement, elle propose de modifier l'arrêté afin que les gestionnaires de réseaux puissent définir au sein de leur documentation technique le seuil maximum de puissance active injectée sur le réseau.

Le SIPPEREC s'oppose à ce que le gestionnaire de réseau puisse définir ces modalités, qui sont actuellement spécifiées dans l'arrêté avec un seuil maximal « *des puissances actives injectées par de telles installations [atteignant] 30 % de la puissance active totale transitant sur le réseau* ».

Le SIPPEREC propose que la rédaction actuelle soit conservée.

#### **4. – Appel à contribution Sur l'encadrement de la relation entre la collectivité en charge de l'urbanisme et le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité**

**Question 10 :** *Êtes-vous favorable à un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité la collectivité en charge de l'urbanisme, lorsque cette dernière est redevable d'une contribution au titre des ouvrages d'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?*

**Question 11 :** *Pour l'encadrement de cette relation, considérez-vous que doivent être modifiés : le code de l'énergie, le code de l'urbanisme, et/ou les cahiers des charges de concession ?*

**Question 12 :** *Avez-vous des propositions dans le but de définir un encadrement de la relation entre le gestionnaire de réseaux publics de distribution d'électricité et la collectivité en charge de l'urbanisme lorsqu'elle est redevable d'une contribution au titre de l'extension selon les dispositions de l'article L. 342-11 du code de l'énergie ?*

Comme le précise la CRE dans le document soumis à la consultation des acteurs, aucune disposition issue du code de l'énergie ou du code de l'urbanisme n'encadre les relations entre le gestionnaire de réseau, maître d'ouvrage des raccordements et la collectivité en charge de l'urbanisme, normalement débitrice de la contribution due lors de raccordements pour la part extension.

L'absence d'encadrement réglementaire des relations entre le gestionnaire de réseau et la collectivité en charge de l'urbanisme peut conduire à des situations conflictuelles, dommageables au bon déroulement des opérations de raccordement.

**Le SIPPEREC demande que ces relations soient encadrées dans un souci de plus grande transparence et afin de définir les obligations de chacune des parties.**

A cet effet, les points suivants sont à préciser :

- les éléments et informations à joindre au chiffrage de la contribution établi par le gestionnaire de réseau lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme et adressé par ce dernier aux collectivités en charge de l'urbanisme : plans, justifications de la solution proposée,... ;
- le statut et la validité de ce chiffrage établi par le gestionnaire de réseau lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme ;

- les éléments et informations à joindre au devis pour la contribution établi par le gestionnaire de réseau une fois la demande de raccordement effectuée par le futur usager et adressé par ce dernier aux collectivités en charge de l'urbanisme : plans, justifications de la solution proposée,... ;
- les conditions d'acceptation de ce devis par les collectivités débitrices de la contribution, les obligations du concessionnaire gestionnaire du réseau vis-à-vis du futur usager, les modalités de règlement du devis.

**Le SIPPEREC propose d'introduire des dispositions sur ces questions dans le code de l'énergie et non dans le code de l'urbanisme.**

En effet, le code de l'urbanisme règle les questions tenant aux relations entre l'autorité qui délivre les autorisations d'urbanisme et le bénéficiaire de l'autorisation. Pour sa part, le code de l'énergie régit les conditions de tarification du service public d'électricité et notamment les contributions appelées au titre des opérations de raccordement. A ce titre, il désigne qui sont les redevables de cette contribution et les modalités de calcul de celle-ci. C'est donc bien le code de l'énergie qui doit régler les modalités selon lesquelles les contributions appelées auprès des Collectivités en charge de l'urbanisme pour les opérations de raccordement situées sur leur territoire sont déterminées, proposées auxdites Collectivités et réglées par celles-ci, et les conditions dans lesquelles ces Collectivités peuvent contester les contributions arrêtées par le GRD.

Les cahiers des charges des concessions locales de distribution publique d'électricité pourront opportunément reprendre ces dispositions nationales, lesquelles sont essentielles pour éviter des traitements inégaux, selon les concessions, de ces relations entre les Collectivités en charge de l'urbanisme et le GRD à l'occasion du calcul et du règlement des contributions au titre des opérations de raccordement.

Les articles suivants pourraient ainsi être introduits, dans l'arrêté fixant les principes généraux de calcul de la contribution due au gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, pour être codifiés au Code de l'énergie, entre l'article 3, relatif à la définition de l'opération de raccordement intelligente, et l'article 4, relatif à la construction du barème de raccordement.

Chacun de ces deux articles encadre les échanges entre le GRD et la Collectivité en charge de l'urbanisme pour chacun des deux temps décrits par la CRE dans le document soumis à la consultation (page 29/30) :

#### « Article 3 bis

**Lorsqu'un gestionnaire de réseau est saisi par une collectivité en charge de l'urbanisme pour l'instruction d'une demande d'autorisation d'urbanisme sur le territoire de cette dernière, il établit un chiffrage de la contribution éventuellement due par la collectivité en s'appuyant sur les éléments qui lui sont transmis, issus de la demande d'autorisation d'urbanisme. Le gestionnaire de réseau joint au courrier d'envoi du chiffrage l'ensemble des éléments ayant conduit à son évaluation dont notamment l'état du réseau à proximité de l'opération d'urbanisme objet de l'instruction (plan, canalisations et postes**

de transformation situés à proximité avec leur descriptif technique et leur capacité d'accueil d'un nouvel utilisateur) et la description de la solution de raccordement chiffrée. Le chiffrage est établi en application du barème en vigueur au moment de son établissement.

Ce chiffrage est adressé par le gestionnaire de réseau au service compétent désigné par la collectivité en charge de l'urbanisme dans un délai maximal d'un mois à compter de la date de réception de la demande d'avis dont il est saisi. Au-delà de ce délai d'un mois, et faute de réponse donnée par le gestionnaire de réseau, le montant de la contribution est réputé nul.

Le chiffrage de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme établi par le gestionnaire de réseau lors de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme est valable pendant tout le temps de validité de cette demande d'autorisation d'urbanisme.

Cependant, le montant de cette contribution ne peut pas excéder le montant de l'opération de raccordement de référence auquel est appliqué le coefficient  $1-r$  où  $r$  est le coefficient mentionné dans l'arrêté pris en application de l'article L341-2 du code de l'énergie.

Le gestionnaire de réseau répond à toute demande de justifications supplémentaires de la collectivité en charge de l'urbanisme, afin de lui permettre d'apprécier le bien-fondé et le montant ainsi évalué de l'éventuelle contribution mise à sa charge. »

#### « Article 3 ter

A réception d'une demande de raccordement consécutive à une opération d'urbanisme, le gestionnaire de réseau calcule le montant des contributions éventuelles dues par la collectivité en charge de l'urbanisme et par le demandeur. Il adresse en même temps ces deux devis à leurs destinataires.

Le gestionnaire de réseau joint au devis adressé à la collectivité en charge de l'urbanisme l'ensemble des éléments ayant conduit à son calcul dont notamment l'état du réseau à proximité de l'opération d'urbanisme (plan, canalisations et postes de transformation situés à proximité avec leur descriptif technique et leur capacité d'accueil d'un nouvel utilisateur) et la description de la solution de raccordement chiffrée.

Le devis adressé à la collectivité en charge de l'urbanisme est établi en application du barème en vigueur au moment de son établissement. Il ne peut pas excéder le montant de l'opération de raccordement de référence auquel est appliqué le coefficient  $1-r$  où  $r$  est le coefficient mentionné dans l'arrêté pris en application de l'article L341-2 du code de l'énergie. Cependant, sous réserve des modifications apportées par le demandeur du raccordement sur le site à raccorder, la contribution appelée auprès de la collectivité en charge de l'urbanisme ne peut pas être supérieure au chiffrage établi par le gestionnaire de réseau à l'occasion de l'instruction de la demande d'autorisation d'urbanisme pour cette même opération.

**Le gestionnaire de réseau répond à toute demande de justifications supplémentaires de la collectivité en charge de l'urbanisme, afin de lui permettre d'apprécier le bien-fondé et le montant de la contribution appelée.**

**Les règles issues de la comptabilité publique s'appliquent pour le règlement de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme au gestionnaire de réseau maître d'ouvrage du raccordement. Ainsi aucun acompte n'est exigible.**

**Par ailleurs, la collectivité se réserve le droit de porter des réserves sur le devis qui lui est présenté sans que cela n'entrave la bonne tenue et le parfait achèvement des travaux nécessaires au raccordement de l'utilisateur. La mise en service de l'installation de l'utilisateur raccordée ne peut pas être soumise à l'accord sans réserve sur le montant de la contribution due par la collectivité en charge de l'urbanisme ou au versement de tout ou partie de cette contribution. »**